



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Administration de l'Éducation nationale et organisations syndicales étaient aujourd'hui réunies en CSA-SD. Durant plus de 5h de réunion, les organisations syndicales, ont avancé leurs arguments, corrigé les chiffres et défendu pied à pied les postes que les services finistériens souhaitaient fermer. À l'issue de ce marathon, la FSU, l'UNSA, le SGEN-CFDT, Sud Education, le SNUDI-FO et la CGT Éduc'action ont unanimement voté contre la carte scolaire proposée par la Directrice académique du Finistère.

La suite du processus classique aurait été de se rendre à la Préfecture pour participer au Conseil départemental de l'Éducation nationale où avec les représentant·es de l'État et des usager·es cette carte devait être validée. Les représentant·es des personnels et des conseillers départementaux ont refusé de participer à cette casse du service public d'Éducation.

Nous dénonçons les mesures proposées pour la rentrée 2023, à savoir :

- fermeture des classes sous le prétexte d'une baisse démographique et donc refus d'améliorer les conditions d'étude des élèves et de travail des collègues. Il aurait été judicieux de profiter de cette baisse pour s'aligner sur les taux d'encadrement plus favorables de nos voisins européens.
- Transformation de 15 postes de remplaçant·es dans les circonscriptions par des remplaçant·es départementaux·ales (et donc plonger les collègues dans la précarité)
- Création de 2 postes d'enseignants référents pour les élèves à besoins éducatifs particuliers. Ces postes sont nécessaires, mais il n'est pas acceptable que la dotation oblige à les financer par de la fermeture de postes en classe.
- Ouverture de classes bilingues non pas en plus des classes monolingues, mais au détriment de celles-ci. Or on sait tou·tes par expérience que le temps nécessaire pour trouver leur rythme de croisière ne sera pas donné à ces classes et elles finiront par fermer un ou deux ans plus tard au prétexte qu'elles n'ont pas trouvé leur « public ».

Nos organisations syndicales FSU, UNSA, SGEN-CFDT, Sud Education, SNUDI-FO et CGT Éduc'action demandent que plutôt que notre département soit pilote pour le SNU obligatoire dès janvier 2024, les budgets prévus pour ce projet financent une éducation de qualité pour les jeunes finistérien·nes.